

Catastrophe de Brétigny : condamnation de la SNCF, relaxe de l'ex-cheminot et de SNCF Réseau

Par [Le Figaro](#) et AFP agence

Publié il y a 7 heures,

Mis à jour il y a 4 heures

[Écouter cet article](#)

00:00/03:49



Des sauveteurs sur le site d'un accident de train dans la gare de Brétigny-sur-Orge près de Paris, le 12 juillet 2013. *KENZO TRIBOUILLARD / AFP*

En 2013, le déraillement d'un train Intercités avait tué sept personnes et blessé plus de 400 autres. L'entreprise a été condamnée pour homicides involontaires et devra payer 300.000 euros d'amende.

Après une longue procédure, la SNCF a été condamnée mercredi 26 octobre par le tribunal d'Évry pour homicides et blessures involontaires, après un drame qui avait ému la France. Le 12 juillet 2013, en gare de Brétigny-sur-Orge (Essonne), plusieurs voitures d'un train Intercités reliant Paris à Limoges avaient déraillé. Sept personnes avaient été tuées, et plus de 400 autres blessées physiquement ou traumatisées.

L'entreprise publique devra également s'acquitter d'une amende de 300.000 euros, une somme supérieure au maximum normalement encouru (225.000 euros) à cause d'un état de récidive, mais inférieure aux réquisitions du parquet. La SNCF a versé environ 11 millions d'euros d'indemnisation aux victimes.

Le groupe SNCF Réseau, à l'époque Réseau Ferré de France (RFF) a en revanche été relaxé, ainsi que le cadre cheminot qui avait effectué seul une tournée de surveillance des voies avant l'accident. La SNCF et RFF avaient été mis en examen en septembre 2014, après quatorze mois d'investigations, pour homicides

et blessures involontaires. Une longue enquête avait suivi, avant un procès de huit semaines entre avril et juin 2022.

Un défaut dans l'acier?

La proutidente du tribunal a rendu la SNCF responsable d'une «*conjonction de négligences fatale*», et d'une «*carence de surveillance*», «*doublée d'une défaillance de contrôle*», selon l'AFP. C'est la rupture d'une éclisse, une agrafe métallique permettant de relier deux lignes de rail, qui a, selon les experts judiciaires, occasionné le terrible déraillement. Les quatre boulons maintenant en place cette pièce auraient rompu «*par fatigue*». Selon un responsable des voies auditionné, l'éclisse ne tenait plus que par un boulon. De même, le basculement sur la voie de l'éclisse serait la conséquence d'une fissure détectée en 2008, mal gérée par la suite.

Lors du procès, l'ancien dirigeant de la SNCF, Guillaume Pépy, a écarté un vieillissement du réseau ou une faute d'organisation dans la maintenance, évoquant un problème à «*caractère métallurgique*» - un défaut dans l'acier constituant l'éclisse. Il avait également réaffirmé ses propos de 2013, dans lesquels il déclarait que «*la SNCF se considère comme responsable : elle est responsable de la vie de ses clients*». Dans les semaines suivant l'accident, une vérification de tous les joints de rail éclissés avait eu lieu.

Dans un livre consacré à la «*descente aux enfers*» de l'entreprise, les journalistes Marie-Christine Tabet et Christophe Dubois soulignaient néanmoins en 2019 que le réseau français est un des plus mal notés d'Europe, juste devant ceux de la Bulgarie et de la Roumanie. Un rapport fait par des ingénieurs suisses pointait dès 2005 «*les prémices d'une dégénérescence*». L'âge moyen du réseau français est de 29 ans, contre par exemple 17 ans en Allemagne, selon un rapport parlementaire.

Les parties civiles «moyennement satisfaites»

Selon l'avocat de la SNCF, Emmanuel Marsigny, cité par l'AFP, «*aucune vérité scientifique ne se dégage du jugement*». Rappelant «*combien l'entreprise compatit à la souffrance des victimes*», l'entreprise se réserve néanmoins pour l'instant la possibilité de faire appel du jugement. Ce dernier a laissé des sentiments contrastés aux près de 200 parties civiles. Le proutident de l'association Entraide et défense des victimes de la catastrophe de Brétigny (EDVCB), Thierry Gomes, qui a perdu ses parents dans l'accident, s'est dit «*moyennement satisfait*», après neuf années de «*combat*». En cause, la relaxe de SNCF Réseau, «*qui a une part de responsabilité aussi*», a-t-il souligné auprès de l'AFP.

À VOIR AUSSI - Brétigny: réactions après la plaidoirie de la SNCF, au dernier jour du procès